

L'Australie

Peter Jull

Choc et Crainte

L'année 2007 marque la fin d'une année autochtone dramatique, avec l'élection d'un nouveau gouvernement australien promettant et agissant pour une relation nouvelle avec les peuples autochtones. En revanche, il est un événement australien que le monde entier devrait sérieusement prendre en considération. Il s'agit en effet de la présence de l'armée, de la police et de la suspension des Droits Civils des Autochtones dans le Territoire du Nord (TN), annoncées et débutées le 21 juin 2007. Cette campagne qualifiée « choc et crainte » (*shock and awe*) - terme d'abord utilisé lors de l'invasion en Irak en 2003 et repris pour le TN par certains proches du Premier Ministre Howard, dans le cadre d'une « Intervention d'urgence ». - avait pour but de protéger les femmes et les enfants d'abus violents, constatés dans certaines communautés difficiles, mais également appliqué sur l'ensemble des aborigènes du TN. Le projet initial était que l'armée s'assure que les enfants sont médicalement examinés pour abus sexuels, mais les docteurs ayant refusé, cette partie du plan fut limitée à des contrôles médicaux plus classiques

Cette opération militaire a été imposée par Howard et son ministre des Affaires Autochtones, Mal Brough, sans aucune consultation des peuples aborigènes du TN ou du gouvernement du TN. Après toutes ces années de peurs et d'allusions au terrorisme islamique faites par le gouvernement, allié à la construction de force spéciale militaire/paramilitaire et de forces antidémocratique, ce n'était pas les tribus dangereuses ou les armées de l'Asie centrale ou occidentale qui étaient visées, mais les plus pauvres, les plus malades, les personnes malheureuses des terres du « Pays développé » de l'Australie. Ces derniers étaient alors vus comme les « ennemis ». Par chance, le général nommé était sensible aux problèmes autochtones, même lorsque le ministre Mal Brough courait à travers le pays, de façon excitée, accusant toute personne qui semblait douter de la stratégie

gouvernementale l'accusant d'être dans un « mouvement » anti-gouvernemental et de soutenir « une promotion de l'abus des enfants ». Tardivement, Howard et Brough ont forcé une femme d'une organisation aborigène subventionnée à donner son visage pour promouvoir l'opération. La justification utilisée pour l'intervention était un rapport du gouvernement du Territoire du Nord, *Les enfants sont sacrés*, édité par Rex Wild et Pat Anderson, en 2007. Ce rapport insistait sur l'idée que pour réussir, toute grande réforme sociale devait donner au peuple Aborigène un vrai contrôle sur le contenu de cette réforme. Pourtant, Howard et Brough ont préféré dramatiser un D Day afin d'apparaître fort et capables de décisions avant la période des élections. De plus, Howard ne laissera quiconque faire quelque chose semblant impliquer la possibilité d'un peuple ayant une identité distincte ou des droits autochtones, peuple avec qui il serait envisageable de négocier ou de consulter dans un cadre autre que symbolique.

Abus et Abuseurs

Depuis l'intervention dans le TN, le gouvernement souhaitait vivement élargir son travail à d'autres endroits dans le nord de l'Australie notamment la région du Kimberley d'Australie de l'Ouest et l'extrême nord du Queensland, i.e., la Péninsule de Cape York. Il y a eu peu de débats sur la gravité de la situation dans beaucoup de communautés autochtones reculées. Les contestations autochtones se font souvent sur les méthodes de l'intervention dans le TN, mais sont en revanche absentes quant à (1) l'urgence des actions à mener et (2) le besoin de supports importants voire massifs apportés en dehors des communautés.

Noel Pearson du Cape York Péninsule au Queensland et Galarrwuy Yunupingu de la Terre d'Arnhem, dans l'est de Darwin dans le TN, sont deux leaders qui ont soutenus l'intervention gouvernementale. Ces deux hommes très influents ont été très efficaces en tant que « casseurs du pouvoir », en utilisant leurs soutiens au gouvernement, au bénéfice de leurs peuples et de leurs communautés. Mais le gouvernement et les supporters médiatiques, en particulier le journal *The Australian*, ont dans le meilleur des cas une vision très limitée des

visions politiques et régionales des leaders. Pour ces médias, il est impensable d'imaginer un leader abandonner sa région ethno politique, pour se mettre sous tutelle d'un quelconque gouvernement blanc. Néanmoins, les leaders autochtones et le gouvernement sont arrivés à travailler ensemble donnant à Howard et Brough cette crédibilité nationale tant voulue et nécessaire dans le courant de l'année 2007.

D'après les dires, l'intervention dans le TN a transféré des médicaments et autres compétences en provenance du Queensland par exemple, alors qu'il y a déjà une pénurie bien connue de personnel du service public dans l'Australie autochtone. En effet, avant l'apparition du programme d'intervention dans le TN, un travail effectué par des projets pilotes du gouvernement national, par exemple dans la large communauté Autochtone du TN de Wadeye (Port Keats), montre que le recensement avait sous-estimé la population autochtone, réduisant son nombre de 50%. En d'autres mots, si le nombre réel d'enfants à Wadeye allait à l'école, il n'y aurait pas suffisamment de salles de classe ou de professeurs pour s'en occuper. Comme le révèle beaucoup de critiques nationales, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation, l'Australie est l'une des sociétés coloniales des « Pays développés », libéraux et démocratiques, qui a le plus mal su gérer son rapport avec ses peuples autochtones.

Cependant, il y a un domaine dans lequel l'Australie est allé beaucoup trop loin. Ayant été incapable d'accompagner les régions autochtones insulaires et reculées vers un niveau de vie égale aux « Pays développés », l'Australie a développé une réputation peu enviable d'emprisonnement et de loi très stricte. S'il vous semble impossible de résoudre un problème alors « s'asseoir sur le couvercle », semble être la bonne démarche. De plus, même si des rapports et la Commission Royale demande à ce que les peuples autochtones soient traités sensiblement à égalité devant le système judiciaire, les Premiers ministres se contentent de sourire lorsqu'ils reçoivent ces rapports. Ensuite, la plupart du temps, ils conçoivent des lignes politiques dures du type « droit et d'ordre ». Traduite en anglais moderne, ceci signifie emprisonnement de la population de jeunes noirs sans travail et/ou sans éducation et/ou qui ne parvient pas à s'intégrer au marché du travail moderne australien et qui ont la

fâcheuse tendance à se mêler au désordre. Après une lente et discrète ascension lors de ces dernières années, le gouvernement Howard et ses proches ont finalement commencé à parler sérieusement, en 2007, de l'idée de transférer les Autochtones de leurs territoires ancestraux pour les orienter vers l'économie industrielle... Une telle politique serait dramatique, comme cela a été démontré partout ailleurs où elle a été expérimentée, et ouvrirait la possibilité d'accusation d'ethnocide à l'encontre de l'Australie.

En revanche, concomitamment – ou sous-jacent- à l'intervention dans le TN, le rapport écrit par Helen Hughes, *Lands of Shame*, (Center for independent studies, Sydney, 2007), a été publié. Il s'agit d'un plan politiquement de droite consistant à recréer une Australie aborigène sur le modèle d'une économie du type de celle des années 1950. La plupart des défenseurs de l'intervention dans les TN sont inquiets de certains détails, tandis que Howard refuse de les modifier, le gouvernement du New Labour, lui, se prépare à plus de souplesse et d'ajustements.

Mais la description des abus sur enfants était si forte – et réelle- que tout débat public était alors impossible (bien que, voir ci-dessous). En effet, la question des soins et des abus sur les enfants est une problématique très importante autant dans les quartiers blancs de Brisbane que dans les Townships à dominante noire situés à l'extrême Nord. De puissants partisans, tel que le professeur Marcia Langton – auteur en 1991 d'un rapport pour la Commission Royale « *To much sorry business / Trop de travailleurs pauvres* », devenue une étude classique des maux sociaux des aborigènes du TN- ont soutenu qu'aucune chicane ou qualifications ne sauraient être tolérés permettant de perturber la force d'impulsion du changement de style d'intervention.

Le nouveau Premier Ministre du parti politique New Labour, Kevin Rudd, et le ministre des Affaires autochtones, Jenny Macklin, retravailleront sur l'intervention dans le TN. En effet, le 15 décembre, ceux-ci ont rencontré et ont eu une bonne discussion avec les leaders autochtones du TN. Le 20 décembre, lors du rassemblement de l'ensemble des ministres, ces derniers ont mis en place un groupe de travail afin de développer des plans nationaux pour combattre les maux sociaux des autochtones, avec un premier rapport à remettre en

mars 2008. Ils ont également promis des projets concrets au début de l'année 2008 sur d'autres fronts politiques autochtones.

La reconnaissance autochtone à l'intérieur du pays et à l'étranger

Alors que l'Australie, qui, sous l'ancien gouvernement, a été l'un des quatre pays ayant voté contre la Déclaration des Nations Unies des Droits des Peuples Autochtones, le gouvernement New Labour a promis de le signer. L'un des fervents soldats de la presse culturelle du parti de droite répondait : *« L'engagement du Labour vis-à-vis de la Déclaration de l'ONU témoigne de l'ignorance entêtée des politiques et des lois autochtones. Cela aura des conséquences dangereuses et divisionnaires, plongeant les peuples autochtones dans un gouffre de victimisation politique bâtie sur le collectivisme, le séparatisme et la trahison. »* Ceci est un exemple clair du vocabulaire utilisé par Howard et le parti de droite pendant des années. La politique autochtone pour ces gens a très peu à voir avec les Peuples autochtones ou avec les Iles Torres Strait ; ce serait plutôt une préoccupation intellectuelle des blancs dans les villes d'Australie essayant de marquer, chacun à leur tour, le plus de point possible.

À la veille de l'annonce de l'élection présidentielle, sensée clore sa propre carrière politique ainsi que son gouvernement, John Howard dit que, s'il était réélu, il opérerait un changement de politique conduisant à reconnaître les Peuples autochtones et les habitants des îles dans le préambule de la Constitution : afin de promouvoir la « réconciliation » blanc noir. Cette démarche a été faite dans le but de surprendre le public, qui avait depuis longtemps arrêté de l'écouter, d'après les dires de ses ministres. Comme il l'a expliqué : *« Je parle d'une nouvelle réconciliation bâtie sur les droits individuels et la souveraineté nationale qui prévalent sur les droits collectifs . Ces droits collectifs sont, et doivent être, subordonnés tant aux droits individuels du citoyen qu'à la souveraineté de la nation. »* Il a ensuite reconnu que les Autochtones vivaient sur ces terres avant l'arrivée des colons blancs mais que désormais ils devaient s'intégrer sans aucune politique ou droits autochtone spécifique. Comme d'habitude, les médias n'ont pas saisi ce point important, ils ont bien réfléchi à cette idée et ont salué haut et fort ce « nouveau » départ, qui, en fait, ferait

sonner le glas d'une mort assurée pour la culture autochtone et leur autonomie politique.

Le 24 novembre, Howard et Mal Brough ont tous deux perdu leur place au gouvernement. Howard a disparu très discrètement, tandis que Brough a continué à fréquenter les conversations publiques comme s'il était indispensable à la politique et au progrès autochtone. Pour un homme en qui la gloire reposait sur le fait de crier sur les autochtones âgés, dans des bidonvilles déserts, et qui accusait tout le monde avec une question ou une chicanerie pour la promotion des « abus sur enfants », rien ne pouvait plus symboliser l'incapacité de l'Australie à débattre intelligemment ou à confronter son problème interne. le plus douloureux : le refus d'accepter ou de respecter les peuples autochtones dans leurs spécificités, ou de promouvoir une aide officielle si nécessaire pour faire face à leurs problèmes.

Puis, une chose tout à fait étrange arriva. En tant que Premier Ministre, Rudd signala que lui et l'Australie allaient rejoindre la communauté mondiale et le réseau international en signant le Traité de Kyoto, lors de la Conférence Mondiale sur l'Environnement à Bali, et faisant d'autres actions pour rendre l'Australie un pays moins Howardiens, dirigé par des « bons vieux » Anglais dans le Sub-Antartic comme les Falklands. Les anciens ministres et autres conseillers ont commencé à se débarrasser de leur déguisement. De façon inattendue, ils essayent maintenant de paraître en accord avec le discours de Rudd, sur « *construire des ponts de respect* » avec les Australiens autochtones, et sur une réouverture d'une conversation nationale pour aller au-delà des divisions et des inégalités. Rudd voyait et parlait d'un futur où les préjugés démodés n'avaient pas leur place et où les connaissances accumulées, l'expérience et la bonne volonté de l'administration, des universités et de la pensée publique deviendraient des atouts pour construire une belle et nouvelle Australie. Au commencement de l'année 2008, beaucoup d'Australiens et de médias souhaitaient ce que les parties Libéraux et les Nationaux avaient annoncé, et en quoi ils croyaient. Seulement un nombre significatif de ceux qui avaient suivi avec ferveur les pires déviations d'Howard, archaïques et stupides, insistaient maintenant sur le fait que leurs pensées passées n'étaient que bêtises et qu'ils étaient devenus des gars biens et modernes. « Ainsi la roue tourne ».

***Peter Jull** est professeur associé au Centre Australien pour la Paix et l'Etude des Conflits de l'Université du Queensland, Brisbane, australie.*

Source : The Indigenous World 2008, IWGIA, 2008, Danmark, pp.232-238, traduction GITPA, Laure Bottinelli, révision Simone Dreyfus-Gamelon.